

Passons aux actes

Le Comité Central de l'Union pour le Suffrage des Femmes a tenu la semaine dernière une importante réunion. Devant le succès remporté à la Salle Wagram, devant les marques de sympathie qui continuent à arriver nombreuses, les membres les plus hardis du Comité estimèrent que le moment était venu de passer à l'action et de profiter des circonstances actuelles pour obtenir du Sénat qu'il nous donne satisfaction.

Une discussion assez vive s'engagea, le Comité se trouvant divisé sur les modes d'action : « Comment, dirent quelques-unes, vous voulez profiter du désarroi où se trouve le Pays, des difficultés considérables que rencontre le Gouvernement à mettre nos finances en équilibre, pour susciter un mouvement d'agitation et de révolte qui risquerait de compliquer encore les choses? Ne ferions-nous pas, au contraire, preuve de sagesse et de bonnes Françaises en ne nous joignant pas à ceux qui refusent de payer afin de profiter des circonstances difficiles pour susciter des ennuis au régime républicain? »

A ces paroles de raison, les autres ripostèrent : « Depuis des années et des années nous avons fait preuve de notre sagesse et de nos sentiments civiques et patriotiques. Qu'en est-il résulté? Rien. Certes, nombreux sont les hommes gagnés à nos idées, mais croyez-vous vraiment que le Sénat appréciera votre modération et ne sera-t-il pas au contraire ébranlé par la crainte de voir les femmes se joindre au mouvement de mécontentement général? Vos méthodes pondérées ont-elles si bien réussi jusqu'ici? et ne pensez-vous pas que vos troupes attendent de vous des méthodes d'action plus efficaces? Les parlementaires eux-mêmes, devant un mouvement d'opinion sérieusement organisé, se rendront mieux compte de la nécessité de donner une juste satisfaction au droit des femmes. Jusqu'ici notre mouvement a paru timide, sans audace, c'est le moment d'agir, il faut en profiter. »

A ces arguments sans réplique, le parti « raisonnable » dut s'incliner et il fut décidé que serait envoyé à la presse l'ordre du jour suivant qui affirme à la fois nos sentiments civiques et patriotiques et notre volonté d'obtenir satisfaction :

« Considérant que les Françaises se sont toujours montrées des citoyennes dignes de la confiance de la nation; qu'elles sont prêtes une fois de plus à faire au pays les sacrifices nécessaires, sous la forme de l'effort fiscal considérable exigé actuellement de tous les citoyens;

« Mais considérant qu'il est inique que les femmes payent des impôts sans avoir pu les faire discuter par leurs représentants au Parlement ni en contrôler l'emploi; qu'elles réclament leurs droits politiques vainement depuis un grand nombre d'années, et ont toujours employé à cette fin les méthodes les plus pacifiques, qu'elles regretteraient profondément de devoir modifier cette attitude;

« Décident pourtant, au cas où les droits politiques ne leur seraient pas accordés dans le plus bref délai, d'organiser méthodiquement à travers le pays, parmi les femmes contribuables, le refus collectif de l'impôt. »

Il fut en outre convenu que dès maintenant des milliers de tracts contenant cet ordre du jour seront distribués aux femmes contribuables dans toute la France pour les enrôler dans les rangs de l'U. F. S. F., afin d'avoir, le jour venu, des cadres préparés si nous étions obligées, contre notre volonté, de passer à l'action.

Ce que nous attendons donc de nos amies de Paris et des départements, c'est qu'elles nous demandent d'urgence ces tracts (1) et, comme nous le ferons nous-mêmes à Paris, qu'elles mènent une campagne personnelle énergique auprès des femmes contribuables des villes et des campagnes. Il est nécessaire que les mem-

bres de nos Comités se rendent individuellement auprès des commerçantes, des industrielles et de toutes les femmes contribuables pour leur expliquer notre mouvement et les engager dans nos rangs.

Que toutes nos présidentes de groupe, que toutes les associations féministes répondent à notre appel et qu'elles se mettent courageusement au travail.

C'est le moment de tenter cet effort, peut-être décisif.

C. Brunshvicg

(1) Prix d'envoi 32 frs le mille. Nous réserverons une place pour le cachet des groupes. Si d'autres associations féministes ou certains groupes préfèrent composer eux-mêmes leurs tracts, nous leur en enverrons un exemplaire.

1933-06-03
n° 1056.